Archives alainberset.ch — copie d'archive
Entretien avec Alain Berset « Conseil fédéral : entretien avec les trois candidats socialistes romands. », paru dans L'Illustré le 22.11.2011.
Adresse d'origine : http://www.illustre.ch/Conseil-Federal-candidats-socialistes-romands-Suisse_133196_.html
Copie : Internet Archive, capture du 23.11.2012 — https://web.archive.org/web/20121123084012/http://www.illustre.ch/Conseil-Federal-candidats-socialistes-romands-Suisse_133196_.html

CONSEIL FÉDÉRAL

QUELLE EST VOTRE VISION DE LA SUISSE?

Comment voient-ils l'avenir du pays? Quels projets aimeraient-ils porter au gouvernement? Quels messages veulent-ils délivrer? «L'illustré» est allé interroger les trois candidats socialistes romands. Droit dans les yeux.

Par Frédéric Vassaux, Yan Pauchard - Mis en ligne le 22.11.2011

ALAIN BERSET

«NOUS DEVONS VEILLER AUX ÉQUILIBRES DU PAYS»

Au sein du Conseil fédéral, l'économiste fribourgeois souhaiterait contribuer à ce que la Suisse traverse sans trop de dommages cette

période de crise afin d’éviter que la population ne paie le prix le plus lourd et que les écarts ne s’accroissent.

Ce jeudi ressemble à un marathon. Très sollicité, Alain Berset, 39 ans, a concentré sur ce jour plusieurs rencontres avec des médias de tout le pays. Pour cette interview, le rendez-vous a été fixé à 14 h 30 au Gothard. Vers l’entrée du mythique café de Fribourg trône déjà un portrait du socialiste. Ici, entre cathédrale et hôtel de ville, personne ne doute que le gamin de Belfaux sera conseiller fédéral.

Comment vit-on dans la peau du favori?

Il n’y a pas de favori. C’est surtout une vue médiatique, qui ne m’influence pas. Je vis avant tout pleinement cette campagne, une période passionnante.

Vous aviez écrit en 2007, avec Christian Levrat, l’ouvrage Changer d’ère. Que faut-il donc changer en Suisse?

Nous demandions une plus forte implication du politique dans les questions économiques. C’était le coeur des propositions. Il faut reconnaître que, quatre ans plus tard, l’essentiel s’est réalisé: programmes conjoncturels, doublement des fonds propres pour les banques et mesures de lutte contre le franc fort, notamment. On peut considérer cet ouvrage comme faisant partie du passé.

N’y a-t-il plus rien à faire au Conseil fédéral?

Si, évidemment. Il faut réaliser la suite.

Et qu’aimeriez-vous réaliser?

Nous avons traversé plusieurs crises, bancaire, économique, puis maintenant celle des finances publiques. Une récession menace les pays qui nous entourent et ces prochaines années vont être difficiles. Il faudra gouverner pour éviter que ce soit la population, les gens qui travaillent, ceux qui ont des familles, qui paient le prix fort de ces crises.

Quelles sont vos solutions?

Il faudra soutenir les entreprises qui souffrent de la force du franc, parce que les entreprises, ce sont d’abord des emplois, du savoir-faire. Ce problème n’est pas encore réglé. Il faudra également corriger les conséquences négatives de la libre circulation des personnes et de la pression démographique croissante, en développant les infrastructures, le logement et en intensifiant les contrôles sur le marché du travail contre le dumping salarial. Ce sont d’énormes défis qui nous attendent.

Quelle vision du pays aimeriez-vous amener au Conseil fédéral?

Au Conseil des Etats, et notamment lorsque je l’ai présidé, j’ai eu l’occasion de bien connaître ce pays. Pas de manière superficielle, mais en profondeur. J’ai pu mesurer à quel point la cohésion est importante. La Suisse n’est pas un pays qui va de soi. Nous possédons quatre cultures, quatre langues, il faut veiller aux équilibres de manière à avoir un avenir où l’on ne se déchire pas. Je pense aussi là aux équilibres entre centres urbains et périphérie, entre jeunes et personnes âgées, entre différentes classes de revenus. Il faut éviter que les écarts ne s’accroissent.

Quels sont les grands enjeux de ces vingt prochaines années pour la Suisse?

Il y en a trois. D'abord, sortir de ces crises sans que notre cohésion ne soit affaiblie. Ensuite, accompagner le développement des relations avec les pays voisins, qui sont aussi nos partenaires politiques et commerciaux. Je suis impressionné de voir combien ceux-ci aiment la Suisse mais ne la comprennent pas vraiment. Il est dans notre intérêt d'avoir de bonnes relations avec l'Europe, qui achète 60% de nos exportations.

L'avenir passera-t-il par une adhésion?

Nous sommes de facto déjà très intégrés à l'Europe, avec 120 accords bilatéraux. Ils sont essentiels. Mais la question d'une adhésion ne se pose pas aujourd'hui et c'est de toute façon au peuple que reviendrait le dernier mot.

Qu'en est-il du troisième enjeu?

Il est fondamental. Il s'agit du défi énergétique. J'ai soutenu avec conviction la sortie du nucléaire. Ce n'est pas une fin, mais un début. Nous devons réussir la reconversion énergétique, développer des alternatives, tout en garantissant un approvisionnement à coût supportable. Certaines transformations vont bien se dérouler, d'autres moins bien. Je souhaite pouvoir accompagner ce processus crucial pour notre avenir.

Enfin, pourquoi le Parlement devrait-il vous élire le 14 décembre?

C'est au Parlement de décider… Mon action à Berne m'a montré que les solutions les plus judicieuses ne sont jamais issues d'un pur rapport de forces. C'est en associant tous les acteurs qu'on peut travailler efficacement. Cela n'est pas toujours spectaculaire, mais très efficace et durable. Je me présente avec un bagage politique de généraliste, qui m'a fait connaître l'ensemble du pays et ses équilibres. Des compétences, je crois, essentielles pour que le Conseil fédéral fonctionne bien.

«Il est dans notre intérêt d'avoir de bonnes relations avec l'Europe»

ALAIN BERSET

PIERRE-YVES MAILLARD

«IL FAUT UN VRAI PROGRAMME ÉNERGÉTIQUE»

Un fonds d'investissement pour moderniser le réseau énergétique, un soutien ciblé pour les entreprises formatrices, un taux d'autofinancement dans la Constitution: le Vaudois ne manque pas d'idées concrètes à amener au gouvernement.

Un sandwich, un bircher, une pomme. Pierre-Yves Maillard reçoit à midi, entre deux rendez- vous, dans son bureau de conseiller d'Etat du canton de Vaud, dans le bâtiment administratif de la Pontaise. Pas vraiment de campagne électorale ni d'intense lobbying pour lui, qui doit continuer à conduire les affaires du canton, notamment les discussions avec Novartis pour tenter de sauver les emplois du site de Prangins. Les pieds et la tête solidement ancrés dans le concret de ses engagements politiques, le Vaudois livre la recette qu'il veut emmener au Conseil fédéral s'il est élu le 14 décembre.

Où voyez-vous la Suisse dans vingt ans?

Il y a un enjeu au moins qui nous attend dans vingt ans et qui doit se préparer dans les années qui viennent: c'est l'enjeu énergétique. Et, là, les choix sont drastiques et les erreurs d'aiguillage très difficiles à rattraper. On vit sur des acquis dont on croit qu'ils sont éternels et ont toujours existé. Mais on oublie de regarder l'histoire. Notre haut niveau d'infrastructures énergétiques actuel est le fruit d'une vraie planification, d'une volonté politique menée avec des instruments précis. Aujourd'hui, on a un réseau vieillissant, qui a besoin de modernisation, qui pourrait consommer beaucoup moins d'électricité, être plus intelligent pour intégrer des productions décentralisées, mais qui nécessite des milliards d'investissements. Or, je ne vois pas le début d'un programme national d'investissement.

Concrètement, comment fait-on?

Il faut d'abord mobiliser des capitaux. Il se trouve qu'on en a à travers les caisses de pensions, qui cherchent des terrains d'investissement. Je propose ainsi de créer un fonds national d'investissement dans l'entretien et la modernisation du réseau ainsi que dans la production d'énergie. On construirait ce fonds de manière qu'il offre des rendements sûrs, à destination, sur une base légale à créer au niveau fédéral, prioritairement des capitaux du deuxième pilier. Ce serait un partenariat gagnantgagnant, où les besoins d'investissements du deuxième pilier seraient couverts et les besoins en capitaux que nécessite cette modernisation du réseau satisfaits. La politique énergétique est pour moi l'un des grands enjeux. Elle doit susciter un programme sur lequel l'entier du gouvernement s'engage et qui doit se décider dans les cinq prochaines années si l'on veut être prêt pour la sortie du nucléaire en 2034.

Et au niveau économique, quelles sont vos solutions?

La solution est d'en finir avec cette vision au mieux complètement naïve, au pire cynique, des rapports économiques. L'économie, ça ne peut pas être d'un côté du monde un grand atelier et de l'autre un centre commercial! La sauvegarde d'une économie suisse diversifiée, active non seulement dans les services et le commerce mais aussi dans la production industrielle et alimentaire, est la clé de la réussite économique pour moi. Cela signifie soutenir notre industrie, les entreprises qui en ont besoin, notamment celles qui poursuivent une politique de formation professionnelle.

Vous souhaitez aussi inscrire un taux d'autoapprovisionnement dans la Constitution…

L'agriculture est un secteur stratégique, existentiel, qui a une forte imprégnation culturelle, sociale, qui a une grande importance pour l'aménagement du territoire et la beauté de notre paysage. Elle mérite un soutien. Ce soutien peut passer par des aides directes mais aussi par des produits payés à un prix plus juste, ce qui implique que l'on soit plutôt restrictif dans l'évolution vers le libre-échange. La marge d'autoapprovisionnement brut est aujourd'hui de 62%. Considérer qu'un peu plus de la moitié de ce que l'on consomme est produit chez nous me paraît une bonne sécurité pour garder un savoir-faire, des infrastructures et des entreprises productrices pour être capables, le cas échéant, de faire croître notre production de manière à satisfaire les besoins de la population. Cela posé, on ne peut plus mettre l'agriculture comme un paquet dans une négociation multilatérale et dire: «Si l'on gagne sur la machine-outil, on sacrifie l'agriculture.»

Soutien aux entreprises, à l'agriculture, tout cela coûte de l'argent, on le prend où?

La mobilisation de moyens pour une politique économique active n’est pas plus chère que les coûts des dégâts sociaux d’une mise en pièces de notre secteur productif si l’on ne fait rien. Aider une entreprise à ne pas fermer est quand même mieux que de payer l’aide sociale à un chômeur. En 2000, en défendant la Sapal, j’ai vu ce qu’était la prétendue rationalité des consultants, les mêmes qui aujourd’hui veulent faire fermer le site de Prangins à Novartis. Nous sommes en 2011 et la Sapal est toujours là. Cette entreprise a fait presque continuellement des bénéfices. Il faut arrêter de croire sur parole de prétendus experts qui viennent poser le diagnostic.

«L’économie, ça ne peut pas être d’un côté un grand atelier et de l’autre un centre commercial!»

PIERRE-YVES MAILLARD

STÉPHANE ROSSINI

«ON DOIT REPENSER LE FÉDÉRALISME»

Le socialiste valaisan aimerait porter au Conseil fédéral une manière de dépoussiérer et de faire vivre des institutions qui ne sont plus en phase avec une société en perpétuelle mutation.

Il est candidat. Il sourit. Lui que l’on voit souvent sérieux, pas toujours engageant, les sourcils froncés au Parlement, a l’air détendu, heureux. La candidature lui va bien au teint, à l’âme aussi. Il faut dire que son parti cantonal vient de rafler un siège supplémentaire au Conseil national grâce au jeune météore Mathias Reynard. Attablé sur une terrasse à Sion, Stéphane Rossini décortique les résultats, démontant les particularismes d’un canton qu’il connaît parfaitement. Mais aujourd’hui, c’est au Conseil fédéral que le Nendard aimerait porter sa vision politique.

On dirait que cette candidature vous rend heureux…

Oui, je suis parfaitement épanoui et serein malgré les enjeux. Tout va bien. C’est une période assez folle, très engagée pour moi. Le PS valaisan voulait récupérer ce deuxième siège, j’ai mené une campagne conjointe pour le National et le Conseil des Etats et cette candidature au Conseil fédéral permet de se mettre à un autre niveau de réflexion. Je n’ai jamais fait de politique pour défendre des intérêts personnels, je porte une idée, une vision de la société et m’engage pour les valeurs du parti socialiste.

Quelle vision voulez-vous apporter au Conseil fédéral?

La vision d’une Suisse de l’intelligence et du vivre-ensemble. On doit s’inscrire dans une dynamique d’innovation et dans une dynamique institutionnelle de modernisation de l’Etat. La réforme de la protection sociale est un mot qui peut avoir ses lettres de noblesse, un R majuscule. Le mot «réforme» n’est pas forcément le mot «économie». Aujourd’hui, on est enfermé dans cette pensée comptable. Mon projet est de sortir de la pensée comptable et d’envisager les grands équilibres. L’individualisme, le profit et les intérêts des uns et des autres prédominent de plus en plus au Parlement.

En douze ans, j'y ai vécu un effritement du sens de la cohésion nationale. Le Conseil fédéral a une grande responsabilité dans le maintien de ces équilibres.

Concrètement, ça veut dire quoi mettre en oeuvre «la Suisse de l'intelligence»? Quelles réformes? Quelles lois?

La Suisse de l'intelligence, c'est la modernisation des institutions. Plus de 2700 communes, 26 cantons et demi-cantons, la Confédération: il faut repenser le fédéralisme notamment dans le cadre des politiques publiques.

Mais qu'est-ce que cela signifie? Moins de cantons? Plus de conseillers fédéraux?

Un collège de sept conseillers fédéraux me va bien, mais il faut renforcer l'entourage du gouvernement par des secrétaires d'Etat. Je suis convaincu de leur nécessité pour permettre aux conseillers fédéraux de se concentrer sur les éléments de nature politique et d'être plus en phase avec les dynamiques internationales. Nos ministres passent trois, voire quatre jours par semaine en commissions parlementaires. C'est trop! Je pense qu'ils ont mieux à faire et que dans ce travail-là des secrétaires d'Etat pourraient tout à fait les remplacer. Mais je vois surtout toute la question du fédéralisme.

Mais ça veut dire quoi? Moins de cantons?

Non, mais il faut oser penser l'échelon intercantonal. Un exemple très concret: dans le domaine de la santé, la Confédération dit aux cantons: «Vous devez planifier.» Mais on ne leur dit pas comment, dans quel délai, combien de lits par habitant, etc. Il faudrait donner un cadre fédéral et dire aux cantons: «Vous avez dix ans pour le faire.» Le problème est qu'au niveau fédéral on ne se pose pas ce genre de questions. On s'interdit de réfléchir. La Suisse de l'intelligence, c'est ça: mettre les cantons et la Confédération autour d'une table et définir ce que l'on fait.

Pour vous, on ne réfléchit pas assez à notre fonctionnement?

On réfléchit d'une manière très comptable et cloisonnée. On n'utilise pas toute l'intelligence produite. Les cleantechs en sont un bon exemple. La sortie du nucléaire demande des impulsions très fortes, et que se passe-t-il? Chacun fait sa petite cuisine dans son coin. Il faut une coordination sur ce qui se fait en Suisse. Il faut construire une vision pour la Suisse, définir un pilotage. Avec ces frontières-là, on est quasiment dans l'impossibilité d'avoir une vision de politique nationale. La Suisse moderne ne peut plus se penser en termes de frontières cantonales.

Pourquoi vous plus que Maillard ou Berset?

Ce n'est pas à moi de répondre. Dans mon travail de parlementaire, je formule des idées, je lance des pistes; aujourd'hui, j'aimerais concrétiser ces idées. Je n'ai pas envie d'être simplement un administrateur des politiques publiques. Je suis par ailleurs un représentant des régions périphériques. Si Eveline Widmer-Schlumpf n'était pas réélue, il n'y aurait plus de ministre issu des régions alpines, ce qui me paraît très dommageable pour la cohésion du pays.

«La Suisse moderne ne peut plus se penser en termes de frontières cantonales»

STÉPHANE ROSSINI

Partager: Ajouter aux favoris Yahoo! Partager sur Yahoo Buzz Partager sur Myspace

Tags: Conseil fédéral, candidats, socialistes, romands, Suisse

Aller en haut de page Haut de page

A lire aussi

MARIA GABRIELA ISLER

Miss Venezuela est Lausannoise

Favorite pour le titre de Miss Univers 2013, la Vénézuélienne représentera aussi un peu la Suisse car son grand-père a migré de Lausanne à Caracas dans les années 50. »

FRANCIS ET GERSENDE PERRIN

«Un enfant autiste, ça fait tout basculer!»

Le célèbre comédien et son épouse signent un livre émouvant retraçant leur combat pour sortir Louis, leur fils autiste, de son isolement. »

VICTORIA SILVSTEDT

Pas si blonde

La Suédoise n'est pas que la belle plante décorative qui tournait la roue de la fortune sur TF1. Millionnaire à 22 ans, femme d'affaires et femme comblée en amour… Portrait. »

Page générée en 107 ms.

L'illustré	Archives | Concours | Abonnement | Publicité | Contactez-nous
Actualité	Edito | Enquête | Faits divers | Insolite | Interviews | Le grand reportage | Les gens | Portraits | Publireportage | Reportages | Société | Sondages | Sports |
Vie pratique	Animaux | Auto/Moto | Beauté | Bouger | Détente | High Tech | Maison | Mode | Planète | Psycho | Santé |
Recette	Cuisiner | Recettes | Resto |
Culture	Agenda | Art | Cinéma | Livre | Musique |

Guides	Bonnes adresses | Trucs & Astuces |
TV	Articles |

Hebdo.ch | Illustre.ch | tv8.ch | Montrespassion.ch | Edelweissmag.ch |

Schweizer-illustrierte.ch | Cash/borsalino.ch | Blick.ch | Motorshow.ch | Gesundheit-sprechstunde.ch | Scout24.ch | Immoscout24.ch | Autoscout24.ch | Jobscout24.ch | Gluecksposte.ch | Bettybossi.ch | Radio Energy | Geschenkidee.ch | Sistyle-blog.ch | Gate24.ch |